

L'Employabilité et
l'Entreprenariat
des Jeunes :
Le rôle
de l'économie
numérique

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT

<https://forms.gle/sx9CzhWGrjAqGEz29>

Date : 24 Février - 21 Mars 2025

Date limite des candidatures : 23 Février 2025



COURS EN LIGNE



CERTIFICAT

Langues : Français - Anglais

L'EMPLOYABILITE ET L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES : LE ROLE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE



APPEL A CANDIDATURES

L'annonce en Bref

Genre : Cours à court terme

Domaine : Jeunesse et Emploi

Debut du cours : 24 Février 2025

Durée : 4 Semaines

Langues : Français - Anglais

Type de cours : Cours en ligne

Frais : Prise en charge par la CEA

Date limite de dépôts des candidatures : 23 Février 2025

Public cible : Technocrates spécialisés en Emploi des jeunes



NB : L'IDEP encourage et soutient fortement la participation de fonctionnaires féminins dûment qualifiés à son programme de développement des capacités et de formation.

PROGRAMME RATIONALE

Bien que des progrès considérables aient été réalisés au cours des deux dernières décennies en matière de réduction de la pauvreté, de lutte contre la faim, de réduction des inégalités et d'amélioration des conditions de vie de nombreuses personnes parmi les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, ces progrès ont été inégaux (Nations Unies, 2017c). Le rapport du Réseau des économistes de l'ONU pour le 75^e anniversaire de l'ONU : Façonner les tendances de notre époque (2020) met donc en évidence les inégalités comme l'une des cinq grandes tendances qui affectent les résultats économiques, sociaux et environnementaux, et souligne que des efforts supplémentaires doivent être déployés pour parvenir à un avenir inclusif, durable et équitable¹.

Les inégalités ont non seulement persisté, mais se sont même creusées dans de nombreux cas, avec un nombre considérable de personnes, y compris des jeunes, exclues de la pleine participation à la vie économique, politique et sociale.

La situation des jeunes issus de groupes considérés comme vulnérables ou marginalisés – notamment les populations autochtones, les personnes handicapées, les migrants et les réfugiés, les personnes vivant dans la pauvreté, les filles et les jeunes femmes – souligne le fait que le Programme 2030 ne sera un succès que s'il se fonde sur les idéaux d'inclusion, de ne laisser personne pour compte et de prospérité partagée².

L'Afrique a la population la plus jeune du monde, avec plus de 400 millions de personnes âgées de 15 à 35 ans. C'est cette population jeune qui déterminera l'avenir du continent. Son succès ou son échec sera aussi celui du continent dans son ensemble.

L'Afrique compte aujourd'hui près de 500 millions de travailleurs. Toutefois, d'ici 2030, la population active devrait atteindre 676 millions de personnes, soit une augmentation vertigineuse de 40 %, en raison de l'augmentation rapide du nombre de jeunes entrant sur le marché du travail³.

Le chômage et le sous-emploi des jeunes constituent des défis fondamentaux en matière de développement à l'échelle mondiale, mais particulièrement en Afrique, qui connaît une transition démographique. La jeunesse africaine est son plus grand atout et le moteur d'une croissance économique durable⁴.

En Afrique, l'emploi en général et l'emploi des femmes en particulier présentent des schémas quelque peu différents par rapport aux autres régions du monde. Dans cette région, les jeunes quittent l'école plus tôt que dans d'autres régions et entrent sur le marché du travail à un âge plus précoce, principalement dans le secteur informel. L'éducation au-delà de l'école primaire est souvent hors de portée des jeunes vivant dans la pauvreté et de ceux qui sont par ailleurs vulnérables ou marginalisés, car ils sont censés contribuer à couvrir les besoins les plus immédiats de leur famille, et cette sortie précoce de l'éducation limite encore davantage leurs possibilités d'emploi futures.

L'importance de l'éducation pour élargir les possibilités d'emploi pendant la période de transition de l'école au travail (SWTS) est particulièrement évidente dans ces circonstances⁵. Selon la Banque africaine de développement, l'Afrique crée 3 millions d'emplois salariés par an, contre 10 à 12 millions de jeunes qui entrent sur le marché du travail chaque année. En conséquence, la promotion de l'entrepreneuriat est devenue un pilier essentiel de l'agenda politique des pays en développement et émergents pour élargir les possibilités d'emploi pour les jeunes.

Le discours politique s'est concentré autour de deux voies distinctes par lesquelles l'entrepreneuriat peut répondre à l'emploi des jeunes : (i) l'approche de la croissance : l'entrepreneuriat comme moteur de la croissance économique et de la création d'emplois – il s'agit d'entrepreneurs de tous âges qui créent et développent des entreprises qui généreront des emplois pour les jeunes, et (ii) l'approche des moyens de subsistance : l'entrepreneuriat des jeunes comme moyen d'acquérir un emploi productif et des moyens de subsistance pour eux-mêmes¹.

Afin de promouvoir une croissance inclusive dans l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, il est important d'accorder une attention particulière à la lutte contre les obstacles liés au genre, ainsi qu'aux besoins spécifiques d'autres groupes de jeunes défavorisés tels que les personnes handicapées, les jeunes ruraux et les jeunes déplacés et réfugiés. Parmi les chômeurs, les jeunes femmes sont particulièrement confrontées à des défis et des obstacles plus importants en matière d'emploi, constituant 35 % de la population NEET (sans emploi, sans formation ni éducation) en Afrique, contre 20 % des jeunes hommes.

Le chômage des jeunes reste disproportionnellement élevé en Afrique. Cependant, la croissance de l'économie numérique, soutenue par les progrès des technologies de l'information et de la communication, notamment l'accès à Internet, offre l'occasion de remédier au chômage des jeunes. Cependant, l'Afrique souffre d'un déficit d'infrastructures numériques et de compétences. Ces déficits sont susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur l'emploi inclusif des jeunes².

La campagne « Compétences numériques pour des emplois décentés pour les jeunes », menée par l'Union internationale des télécommunications et l'OIT, vise à inciter les parties prenantes à former et à équiper 5 millions de jeunes d'ici 2030 avec des compétences numériques transférables et prêtes à l'emploi ; à favoriser les emplois numériques pour les jeunes ; et à promouvoir un environnement propice à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes dans l'économie numérique.

Une économie numérique est une économie basée sur les technologies numériques. Il s'agit d'une économie basée sur Internet (nouvelle économie) dont les principaux composants sont l'infrastructure du commerce électronique, qui comprend le matériel, les logiciels, les télécommunications, les réseaux et le capital humain ; le commerce électronique, qui comprend le processus de conduite des affaires à l'aide de réseaux informatiques ; et le commerce électronique, qui implique un transfert de marchandises d'un endroit à un autre en ligne³.

L'Afrique a besoin d'une approche multipartite pour créer un environnement propice où les jeunes peuvent vivre et piloter les tendances économiques numériques. Pour y parvenir, le continent doit investir dans la mise en réseau ou la connectivité, la recherche et la conception, et améliorer et fournir une éducation complète de qualité à tous sans laisser personne pour compte⁴.

Cela nécessite une formation professionnelle dans des domaines spécifiques de l'économie numérique tels que le codage, l'intelligence artificielle, la robotique et la cybersécurité. Cette approche se fonde sur le fait que la jeunesse africaine est à la traîne de la quatrième révolution industrielle, où le marché du travail, la croissance et le développement nécessitent de nouveaux métiers, de nouvelles façons d'organiser les travaux officiels et la coordination, de nouvelles compétences pour de nouveaux emplois et de nouveaux outils/installations pour aider les gens à faire leur travail.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

L'objectif principal de ce cours est de fournir aux fonctionnaires et aux décideurs de niveau intermédiaire et supérieur les compétences, les outils et les mécanismes nécessaires pour exploiter le potentiel de l'économie numérique afin de réduire le chômage des jeunes et de favoriser la croissance économique en Afrique.

Les objectifs spécifiques sont:

- Prendre pleinement conscience de la problématique du chômage des jeunes en Afrique, ainsi que de ses nombreuses conséquences sur la réalisation des ODD.
- Évaluer les tendances et dynamiques actuelles de ce chômage et, en fin de compte, l'urgence d'agir.
- Examiner les pactes et initiatives existants dans la région pour lutter contre le chômage des jeunes, y compris les points forts et les lacunes de ces diverses initiatives.
- Explorer le potentiel théorique des économies numériques et de l'entrepreneuriat pour réduire le chômage des jeunes dans la région.
- Examiner les conditions requises pour que les pays exploitent ce potentiel des économies numériques. Ces conditions incluent des efforts pour combler les lacunes en matière de compétences et d'infrastructures.
- Proposer un modèle pour soutenir les jeunes pendant leur transition de l'école au travail.
- Discuter de la manière d'élaborer des politiques de jeunesse fondées sur des données probantes qui ne laissent aucun jeune de côté ; encourager l'entrepreneuriat pour élargir les possibilités d'emploi pour les jeunes ; promouvoir un environnement propice à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes dans l'économie numérique.

RESULTATS ATTENDUS

À l'issue de ce programme de renforcement de capacités, les participants devraient avoir acquis:

- Une meilleure connaissance des programmes et de l'élaboration des politiques en matière d'emploi des jeunes en Afrique ; et du développement de la jeunesse dans les pactes internationaux pour atteindre les objectifs des ODD et de l'Agenda 2063.
- Une capacité améliorée à identifier et analyser les opportunités économiques égales offertes aux jeunes femmes et aux autres groupes de jeunes défavorisés, et à comprendre les stratégies visant à éliminer les obstacles à la participation économique.
- Une meilleure connaissance des approches visant à créer un environnement commercial propice qui soutient l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat au sein de l'économie numérique, en mettant l'accent sur les politiques, les infrastructures et le développement des compétences.

- Une compréhension critique des mécanismes institutionnels possibles pour donner aux jeunes les moyens de faire la transition vers le monde du travail. Ces institutions doivent idéalement aider les jeunes à acquérir des compétences essentielles, notamment financières, entrepreneuriales et numériques, tout en élargissant leur accès aux réseaux et aux marchés pour améliorer leur participation et leurs opportunités économiques.
- Encourager l'entrepreneuriat comme moteur de croissance économique et de création d'emplois, en mettant l'accent sur la création d'écosystèmes favorables qui encouragent les compétences numériques et l'innovation.

CONTENU ET STRUCTURE

Le cours comportera un certain nombre de modules portant sur l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes : Le rôle de l'économie numérique.

L'on peut citer, entre autres, les modules suivants :

- **Module 1:** Emploi des Jeunes en Afrique : Portée, Conséquences, Tendances et Dynamiques
- **Module 2:** Emploi des Jeunes en Afrique : Initiatives et Accords existants
- **Module 3:** Economie Numérique et Entrepreneuriat comme remède potentiel : Forces et Faiblesses
- **Module 4:** Exploiter l'économie numérique : Comblent les lacunes en matière de compétences et d'infrastructures numériques
- **Module 5:** Exploiter l'économie numérique : Comblent les lacunes en matière de compétences et d'infrastructures Entrepreneuriales
- **Module 6:** Exploiter l'économie numérique : Politiques Publiques
- **Module 7:** Suivi et Evaluation des Programmes d'entrepreneuriat numérique

PUBLIC CIBLE

Les Participants cibles sont les suivants :

- Les responsables et gestionnaires de niveau intermédiaire et supérieur directement liés ou responsables de la planification, de la conception, de la gestion, du suivi et de l'évaluation des politiques et instruments de développement de la jeunesse dans leur pays ;
- Les responsables extérieurs aux principales institutions de planification qui jouent un rôle clé dans la formulation des politiques économiques et/ou sociales axées sur la jeunesse
- Les représentants des organisations de jeunesse

PUBLIC CIBLE

Ce cours à rythme libre sera dispensé du **24 Février au 21 mars 2025**.

Le cours sera modéré de manière asynchrone sur une base hebdomadaire et les participants sont tenus de participer à des discussions en ligne hebdomadaires. En outre, chaque module comporte des leçons interactives qui fournissent le contenu de base autour du sujet de ce module. Les leçons sont conçues de manière que les apprenants soient également capables d'auto-évaluer leur compréhension grâce à des quiz intégrés. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Web et des lectures facultatives sont fournies aux participants qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur le sujet du cours.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Admission au Cours

Les candidats au cours doivent avoir au minimum une licence en politique sociale ou en économie. De plus, deux années d'expérience de travail dans le domaine seront requises. Les candidates qualifiées sont vivement encouragées à postuler.

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants sont acceptés au cours sur une base continue et sous réserve de disponibilité des créneaux horaires.

Les candidatures doivent être remplies exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP au : <https://knowledge.uneca.org/idep>

Certificat

Un certificat de fin de stage sera délivré par l'IDEP à tous les participants qui auront réussi les auto-évaluations liées au stage présentées pour chaque module.

Prérequis Techniques

L'accès à l'internet est une condition essentielle de la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciel, sont requises pour suivre ce cours d'apprentissage en ligne. Veuillez consulter votre administrateur de réseau ou votre responsable des systèmes pour vous assurer que vous disposez des éléments suivants :

- Platform: Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur; Mac OS 9 or Mac OS X; Linux
- Matériel: 64 MO de RAM, 1 Go d'espace disque disponible
- Logiciels:
 - Adobe Acrobat Reader
 - Adobe Flash Player
 - Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
 - Navigateur: Google chrome, Firefox 36 ou supérieur ou Internet Explorer 7 ou plus
- Modem: 56 K
- Noter que JavaScript, les cookies et les pop-ups doivent être activés

CONTACT

Division de l'Apprentissage en ligne et de la Gestion des Connaissances de l'IDEP

Tel: +221 33 829 55 00

Fax: +221 33 822 29 64

Email: ellearning@unidep.org



NB : L'IDEP encourage et soutient fortement la participation de fonctionnaires féminins dûment qualifiés à son programme de développement des capacités et de formation.